



Libre-échange 2.0 et interconnectivité : la politique commerciale du Québec dans la période post-Covid-19

Regards de l'IEIM | Octobre 2020

« Le Québec : fier et en affaire partout dans le monde ». Ainsi s'intitule la vision internationale du Québec présentée en novembre 2019 par le gouvernement québécois, en pleine négociation de l'Accord Canada États-Unis Mexique (ACEUM), encore appelé ALENA 2.0. Entré en vigueur le 1er juillet 2020, l'ACEUM est la nouvelle itération de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) qui fixe le cadre contractuel de l'intégration économique régionale et de la coopération règlementaire entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Cette vision internationale du Québec se présente comme un document stratégique donnant les orientations majeures de l'action internationale du Québec. Elle est le résultat d'une réflexion inclusive anté-Covid-19, qui implique une pluralité d'acteurs issus des secteurs publics et privés du Québec. Par ailleurs, elle permet de documenter et d'illustrer le tournant résolument économique et commercial de la diplomatie québécoise, en l'imprégnant un peu plus des transformations multiples que connaissent les échanges internationaux dans la globalisation.

« Deux grands axes d'action économique sont ciblés par la vision internationale du Québec pour implémenter la diplomatie québécoise au service des affaires : l'attractivité des investissements directs étrangers et l'accroissement des exportations. »

Dans la logique de cette orientation stratégique devant structurer l'action internationale du Québec, la mobilisation des leviers de la diplomatie commerciale, des réseaux d'influence et de la puissance de l'innovation québécoise est déterminante. Ainsi, deux grands axes d'action économique sont ciblés par la vision internationale du Québec pour implémenter la diplomatie québécoise au service des affaires, à savoir : l'attractivité des investissements directs étrangers et l'accroissement des exportations.

En d'autres termes, pour tirer profit de la globalisation, le Québec mise d'une part sur l'attrait de volumes importants d'investissements étrangers, qui implique un effort massif et permanent d'amélioration de sa productivité. D'autre part, la province mise sur l'expansion de ses exportations, ce qui induit une dynamique continue de gains de compétitivité et de diversifications de ses destinations d'exportations. Dans les deux cas, l'économie québécoise mise sur l'approfondissement de son intégration dans les chaînes de valeurs mondiales, à l'heure où la Covid-19 agite le retour des discours et postures

protectionnistes, notamment aux États-Unis, premier partenaire commercial du Québec, et pays actuellement très affecté par la Covid-19. Partant de cet état de fait, il est urgent pour le Québec de réfléchir sur une structuration de son action économique internationale dans le contexte de la Covid-19, en intégrant au mieux l'importance inédite et la diffusion accélérée de la double létalité humaine et économique de cette pandémie.

Accélération de la globalisation : entre interdépendance et interconnexion

Si la Covid-19 a bel et bien donné un coup de frein immédiat à la forte mobilité de certains facteurs de production, et à la continuité de certaines chaînes de valeurs, il ne faudrait pas s'attendre à une mise à mort de la globalisation des marchés et au retour en force du protectionnisme traditionnel, dans un monde irréversiblement intégré dans les chaînes de valeurs globales. Les systèmes de production sont toujours plus interconnectés et interdépendants ; la circulation des données, des services et des idées n'a pas été freinée par la crise de la Covid-19 ; et le caractère transnational de l'activité économique s'est amplifié avec l'accélération de la transition numérique. De fait, dans un contexte d'accentuation de la globalisation numérique et technologique, le choix stratégique du Québec de tirer profit des exportations et des investissements directs étrangers exigera — pour produire les bénéfices attendus — que la province structure son action

« Le Québec doit structurer son action internationale autour de trois impératifs : l'approfondissement du commerce avec l'extérieur, la maîtrise de l'information stratégique et l'innovation et l'intelligence computationnelle. »

internationale autour de trois impératifs, à savoir : l'approfondissement du commerce avec l'extérieur, axé sur une production technologique de niche notamment dans le numérique, afin d'accroître son poids dans les chaînes de valeurs technologiques ; la maîtrise de

l'information stratégique, qui constitue l'actif principal de la société de l'information et de l'économie de la connaissance ; l'innovation et l'intelligence computationnelle pour relever le défi de la globalisation de la concurrence.

En effet, l'expansion globale de la concurrence a des effets structurants sur les acteurs de la globalisation des marchés, notamment les États. Mis en compétition pour la conquête des parts de marchés internationaux, les États et même les ordres de gouvernement infra-étatiques peuvent être à l'origine de comportements erratiques qui faussent le libre jeu des marchés et de la concurrence.¹ Aussi, pour relever les défis de ces impératifs, le Québec post-Covid-19 devra rapidement s'adapter aux effets structurants de la pandémie sur l'économie mondiale. Cela passera par la conception et une déclinaison coordonnée, d'une démarche d'intelligence compétitive qui tienne pleinement compte du nouvel écosystème contractuel de la coopération règlementaire instaurée par le nouvel ALENA.

¹ Rioux, Michèle, « Évolution des télécommunications canadiennes en Amérique du Nord : les défis d'une intégration en profondeur », dans Michèle Rioux, Christian Deblock et Laurent Viau (dir.), *L'ALENA conjugué au passé, au présent et au futur : L'intégration régionale 3.0 et les défis de l'interconnexion*. Québec, PUQ, 2015, p. 241.

L'impératif de l'approfondissement du commerce avec l'extérieur

En 2019, les filiales d'entreprises étrangères au Québec concentraient 15 % des emplois, et pesaient en 2018 pour 14,6 % du PIB.² Ce poids croissant des investissements étrangers dans l'économie québécoise constitue un des éléments clés qui explique le choix du Québec de se tourner avec plus d'envergure vers l'extérieur, en intégrant dans sa démarche stratégique la globalisation des marchés comme une tendance lourde et irréversible. En effet, « la planète étant maintenant vue comme un seul et même grand marché, les États en viennent à rivaliser entre eux pour attirer les mêmes investissements et les mêmes talents, qui, eux, ont accès à une offre planétaire hautement diversifiée et fortement concurrentielle. »³ Il va sans dire que ce choix d'orientation stratégique optimiste et audacieux expose le Québec de façon plus étendue aux ondes de choc d'éventuelles crises systémiques de niveau planétaire, à l'instar de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19.

En effet, le Québec est inséré dans un espace de libre-échange contractuel et de dimension hémisphérique, et évolue dans un écosystème global caractérisé par des dynamiques de déterritorialisation de l'économie et de densification de la circulation des données. Propulsé par la transformation numérique qui influe sur les systèmes productifs, les tendances de dématérialisation des frontières commerciales sont fortement exacerbées par les grandes firmes transnationales du numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et les firmes d'intelligence artificielle dont les laboratoires de recherche et de développement s'implantent au Québec. Ainsi, 313 millions de dollars ont été investis en 2018 et en 2019 par les autorités gouvernementales pour financer la supergrappe d'intelligence artificielle Scale AI, vouée à la chaîne d'approvisionnement du Canada, et pour le développement des talents en intelligence artificielle.⁴ À cela s'ajoute la mise en place d'un fonds de 329 millions de dollars sur 5 ans pour accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle au Québec.

« Le Québec est inséré dans un espace de libre-échange contractuel et de dimension hémisphérique, et évolue dans un écosystème global caractérisé par des dynamiques de déterritorialisation de l'économie et de densification de la circulation des données. »

La conséquence majeure de ces dynamiques structurantes est que la politique commerciale du Québec se déploie désormais dans le triple approfondissement : du régionalisme, de la connectivité internationale et de l'interconnexion des systèmes et circuits de production, d'information, de communication et de transaction. Les

² APPECO Analyse stratégique, L'impact économique des filiales de sociétés étrangères au Québec, 2019.

³ https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/rerelations-internationales/publications-adm/dossier/Relations_internationales/PO-vision-internationale-Quebec-FR-MRIF.pdf?1575042065, p.50.

⁴ https://www.montrealinternational.com/app/uploads/2019/02/profil_sectoriel_intelligence-artificielle_2019.pdf

exportations constituent ainsi un axe stratégique déterminant pour le Québec, même s'il faut bien souligner que les produits québécois exportés — comme ceux de nombreux pays intégrés dans les chaînes de valeurs globales — sont généralement le produit d'assemblages mondiaux et non pas des produits intégralement fabriqués dans le pays.⁵ Si on estimait en 2017 que 11 % des PME du Québec étaient exportatrices,⁶ et qu'en 2018 la valeur des exportations des biens et services représentait 30 % du PIB du Québec,⁷ en dépit des bénéfices tirés du libre-échange, de la connectivité internationale, de l'interconnexion et de la mobilité des facteurs productifs, le déclenchement de la Covid-19 a fait apparaître les angles morts de la capacité d'anticipation, d'absorption et d'adaptation du Québec, par l'ampleur des impacts disruptifs qu'il a produit sur l'économie québécoise. Ces chocs structurels conjugués à la conjoncture dépressive de l'économie mondiale poussent le Québec à réexaminer ses capacités stratégiques de veille, de prévention et d'intelligence situationnelle et compétitive face aux crises à caractère global pouvant l'affecter dans la durée. La Covid-19 a de fait placé le Québec dans un moment inédit de sa trajectoire dans la globalisation économique.

L'impératif de la maîtrise de l'information stratégique

La valeur ajoutée des exportations du Québec est évaluée à 31,6 % de son PIB. Cela signifie que, la récession économique mondiale qui s'annonce dans la période post-Covid-19, et qui risque d'accroître la montée des tensions protectionnistes, pourrait compromettre sérieusement l'accès des entreprises exportatrices québécoises aux parts de marchés étrangers. Pour faire face à ces défis majeurs, le Québec, de par la taille de son marché intérieur, a plus à gagner du libre-échange. En effet, la montée des tendances protectionnistes aux États-Unis, ainsi que les rivalités économiques sino-américaines, constituent une menace plus qu'une opportunité pour l'économie québécoise. Les États-Unis concentrant 70 % des exportations de marchandises du Québec en 2018,⁸ alors que la Chine représente 44,3 % des échanges commerciaux de marchandises du Québec avec l'Asie.⁹ Avec la décélération de la croissance mondiale, le choix du Québec de s'appuyer sur les accords commerciaux régionaux pour stimuler sa relance économique et affermir sa stratégie de positionnement international, s'inscrit résolument dans une démarche post-Covid-19 de relance économique. Le maintien de ce choix stratégique donnera-t-il raison au Québec ? À court terme, rien n'est moins sûr. On peut constater cependant qu'un des effets les plus rapides

« La récession économique mondiale qui s'annonce dans la période post-Covid-19, et qui risque d'accroître la montée des tensions protectionnistes, pourrait compromettre sérieusement l'accès des entreprises exportatrices québécoises aux parts de marchés étrangers. »

⁵ Paquin Stéphane, « La mondialisation n'est (toujours) pas coupable », dans Éric Boulanger, Éric Mottet et Michèle Rioux (dir.), *Mondialisation et connectivité : les enjeux du commerce, de l'investissement et du travail au XXIe Siècle*, 2019, Québec, PUQ, p.120.

⁶ STATISTIQUE CANADA, *Emplois dépendant des exportations au Canada*, 2017, novembre 2018.

⁷ INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Comptes économiques du Québec*, 4e trimestre 2018, mars 2019.

⁸ https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/relations-internationales/publications-adm/dossier/Relations_internationales/PO-vision-internationale-Quebec-FR-MRIF.pdf?1575042065, p.20.

⁹ https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/exportation/notes_economie/note_economie_chine.pdf, p.3.

de la Covid-19 a été le retour en puissance de la problématique des achats locaux dans le débat public et dans les stratégies commerciales post-Covid-19.

Les appels à la relocalisation des productions et le retour des préférences nationales

La « territorialisation » de la consommation comme moyen de soutenir les entreprises locales menacées de faillites généralisées, et la relocation de certaines chaînes de productions face aux distorsions et aux discontinuités provoquées par la Covid-19 sur les chaînes de valeurs mondiales, sont apparues comme des réponses à l'expansion dans le temps du choc économique. Le cas de la production des masques et des équipements de santé a été l'illustration la plus visible de ce défaut de localisation nationale de la production des biens dits « essentiels » ou encore « stratégiques ». Au-delà du débat qui s'inscrit dans une temporalité, se pose la question plus profonde du profilage des avantages comparatifs d'une économie encastrée dans la globalisation. Ainsi, poser la question de savoir quelle production est localisable, et laquelle ne l'est pas, dans un temps inédit de rupture et au sein d'un espace de continentalisation des économies, n'est pas du tout simple.

Pour répondre à cette question, il faudrait être capable d'anticiper. La Covid-19 a frappé les secteurs économiques de manière dissymétrique et échelonnée. Des chaînes d'approvisionnement ont été subitement interrompues, des voies commerciales perturbées, des commandes annulées, avec des discontinuités, des disparitions, des reconversions suivies de redistributions des maillons de nombreuses chaînes de valeurs mondiales. Certains secteurs économiques ont fait preuve d'une certaine adaptabilité à l'instar des services, tandis que d'autres ne survivent qu'avec les aides gouvernementales à l'instar des agriculteurs ou de l'industrie. Ainsi, la maîtrise du profil actualisé des liens entre les entreprises québécoises et l'extérieur, ainsi que du niveau de leur incrustation dans les chaînes de valeurs mondiales, s'avèrent cruciale et même vitale.

« Une démarche intégrée et dynamique d'intelligence stratégique et compétitive s'impose pour répondre aux pressions de la concurrence internationale qui s'accentueront. »

Cette maîtrise passe par la capacité du Québec à exercer une surveillance intelligente et continue des systèmes de production québécois intégrés ou non aux chaînes de valeurs mondiales, mais aussi de ses circuits commerciaux, des orientations et décisions stratégiques de ses partenaires commerciaux. Bref, une démarche intégrée et dynamique d'intelligence stratégique et compétitive s'impose pour répondre aux pressions de la concurrence internationale qui s'accentueront.

L'impératif de l'innovation pour relever l'enjeu de la concurrence

Face aux défis de la concurrence internationale, qui sans doute devra reprendre de l'ampleur dans la période de la reprise économique post-Covid 19, le Québec qui est doté d'un écosystème d'innovation technologique dynamique, dispose tout de même de leviers et de marges de manœuvre pour propulser ses entreprises sur les marchés internationaux, et mieux juguler les conséquences sur son économie des effets disruptifs de la Covid-19 sur les chaînes de valeurs mondiales. Aussi, les impératifs de la concurrence internationale, qui glisse facilement dans le compétivisme, obligent le Québec à développer et renforcer ses capacités d'exploitation des données stratégique pour atteindre les objectifs de sa vision internationale. Cela passera aussi par la prise en compte de la question de la régulation privée face à la montée en puissance des firmes multinationales du numérique dans l'économie mondiale qui tendent à capter la régulation institutionnalisée à leur profit.¹⁰ En examinant ces enjeux clés pour le Québec post-Covid 19, notre projet de recherche vise à comprendre comment le Québec peut s'y prendre pour intégrer dans sa vision internationale, les chocs structurels provoqués par la Covid-19 sur les chaînes de valeurs mondiales, afin d'accélérer la compétitivité internationale de ses entreprises. Il apparaît de plus en plus clair qu'une gouvernance intelligente des données, inscrite dans une démarche multiscalaire et structurante de veille stratégique internationale coordonnée, serait une réponse aux besoins de prospective et d'anticipation d'une dynamique de re-mondialisation post-Covid-19. Mais cela sera-t-il suffisant ?

S'adapter aux effets structurants de la pandémie

À la lecture de la vision internationale du Québec, on remarque clairement que celle-ci s'inscrit dans une dynamique d'approfondissement de l'intégration de l'économie québécoise dans les chaînes de valeurs mondiales. Elle ambitionne également de tirer profit des bénéfices et des opportunités de la globalisation. Cela implique qu'elle s'insère dans une temporalité économique où la maîtrise de l'information stratégique est déterminante pour les capacités de compétition des acteurs en concurrence. Aussi, il devient impératif pour le Québec

« Il devient impératif pour le Québec de se doter de moyens soutenables pour anticiper les risques, asseoir ses capacités d'adaptation et mieux absorber les chocs auxquels l'expose son interconnexion avec d'autres espaces d'intégration, ainsi que sa connectivité internationale. »

de se doter de moyens soutenables pour anticiper les risques, asseoir ses capacités d'adaptation et mieux absorber les chocs auxquels l'expose son interconnexion avec d'autres espaces d'intégration, ainsi que sa connectivité internationale. « La connectivité étant l'importance des liens en matière de risques partagés entre deux ou plusieurs entités à une période donnée. Un haut niveau de connectivité entre deux entités implique qu'un choc qui affecte l'une entraînera des risques chez l'autre à court ou à moyen

¹⁰ Rioux Michèle, « la gouvernance globale : les défis institutionnels de la globalisation », dans Éric Boulanger, Éric Mottet et Michèle Rioux (dir.), Mondialisation et connectivité : les enjeux du commerce, de l'investissement et du travail au XXIe Siècle, 2019, Québec, PUQ, p.141.

terme ». ¹¹ Ainsi, du fait de l'importance des liens économiques du Québec avec les États-Unis, l'approfondissement à court ou à moyen terme de la crise sanitaire aux États-Unis porterait un coup important au secteur industriel du Québec particulièrement inséré dans les chaînes de valeurs américaines.

L'ACEUM aura certainement des effets structurants sur l'économie québécoise qui est liée à l'économie américaine. Toutefois, le nouvel ALENA demeure un accord d'intégration en surface, ¹² avec pour objectif principal d'interconnecter les économies dissymétriques de l'hémisphère nord-américain, pour rendre leurs systèmes règlementaires interopérables, en réduisant les frictions institutionnelles par l'ouverture des marchés et l'harmonisation des normes.

L'enjeu des données dans la compétition économique globale

Il faut souligner que l'une des nouveautés du nouvel ALENA est l'instauration d'une zone plurilatérale de données entre les États-Unis et le Canada. Cela implique, selon le chapitre 19 de l'ACEUM portant sur le commerce numérique, la non-obligation pour les firmes numériques nord-américaines de localiser les données d'un pays signataire sur son territoire pour pouvoir y faire affaire, à l'exception des motifs d'intérêt et de sécurité. Par ailleurs, le nouvel ALENA, ratifié le 13 mars 2020 par le Canada, entre en vigueur alors que le Québec est engagé dans la construction de super-grappes, ¹³ et la mise en place de vastes projets structurants en matière d'innovation et d'intelligence artificielle. Le

« Le déclenchement de la pandémie de la Covid-19 met donc l'action économique internationale du Québec à l'épreuve des chocs systémiques accélérés par la globalisation. »

Québec dispose ainsi de suffisamment de ressources mobilisables pour construire un système intégré, partenarial, multiniveaux, multipartites et transsectoriel de captation, de traitement, d'exploitation et de diffusion coordonnée et sécurisée de l'information stratégique

aux acteurs privés et publics. Il s'agit d'une démarche aujourd'hui plus qu'impérative, basée sur l'intelligence stratégique de ses données et mégadonnées afin d'optimiser la célérité, l'efficacité et l'adaptabilité de ses processus décisionnels en matière commerciale évoluant dans un écosystème de compétition.

L'expansion de la globalisation des marchés expose le Québec aux chocs systémiques

Si les atouts et les limites du Québec dans la compétition économique mondiale paraissent pris en compte dans sa vision internationale, la conception de cette dernière

¹¹ Julien Martin, Dalibor Stevanovic et Adam Touré (2020), Analyse de la connectivité économique du Canada et du Québec, Rapport de projet 2020RP-08, CIRANO, 2020. <https://cirano.qc.ca/files/publications/2020RP-08.pdf>.

¹² Deblock Christian, « Accords commerciaux : entre coopération et compétition », dans Éric Boulanger, Éric Mottet et Michèle Rioux (dir.), Mondialisation et connectivité : les enjeux du commerce, de l'investissement et du travail au XXI^e Siècle, 2019, Québec, PUQ, p.224.

¹³ Le gouvernement fédéral s'est engagé à investir près d'un milliard de dollars sur cinq ans dans cinq projets de supergrappes pour stimuler la collaboration entre sociétés industrielles, organisations et établissements de recherche dans les secteurs à fort potentiel de croissance. <https://irpp.org/fr/podcast/comment-miser-sur-les-ecosystemes-dinnovation/>.

n'intégrait pas l'anticipation stratégique d'une crise systémique pouvant provoquer l'interruption des chaînes de production et de la mobilité des forces productrices à l'échelle mondiale. Le déclenchement de la pandémie de la Covid-19 met donc l'action économique internationale du Québec à l'épreuve des chocs systémiques accélérés par la globalisation. Bien que la Covid-19 soit manifestement un choc d'origine exogène, son incidence endogène s'est rapidement traduite par des distorsions particulièrement asymétriques sur les différents secteurs de l'économie québécoise. Au-delà de l'état conjoncturel

« La Covid-19 semble devenir le cheval de Troie de la globalisation numérique, compte tenu de l'ampleur de son intensification au fur et à mesure que se prolonge la crise. »

dépressif dans lequel elle a plongé l'économie mondiale, avec plus de 3 % de perte de croissance enregistrée en avril 2020, selon le Fonds monétaire international (FMI), la Covid-19 a provoqué un choc structurel manifeste à l'échelle mondiale. Ce choc global oblige de nombreux secteurs à s'adapter et à se reconvertir rapidement et massivement dans de nouveaux outils de production et de travail à l'instar du télétravail, de la robotique et de l'intelligence artificielle. Une transition disruptive qui accroît la portée économique et stratégique des big data. On estimait déjà la valeur ajoutée créée par la globalisation des données à 7 800 milliards de dollars US en 2014, tandis que les échanges des données représentaient 2 800 milliards de dollars US, soit un chiffre d'affaires supérieur au volume total d'investissements en capitaux sur la même période.¹⁴ Avec l'importance prise par le numérique et le tournant digital brusque et irréversible dans lequel sont engagés les systèmes de production, les travailleurs, les administrations, et même les ménages, on est en droit de penser et de dire que la Covid-19 semble devenir le cheval de Troie de la globalisation numérique, compte tenu de l'ampleur de son intensification au fur et à mesure que se prolonge la crise.

L'ALENA 2.0 et le défi de l'intelligence compétitive pour le Québec post-Covid-19

L'effet accélérateur de la Covid-19 sur la globalisation des données dans des contextes de persistances de rivalités économiques et de complexification des cybermenaces, invite au développement d'une véritable « école » québécoise de l'intelligence compétitive au service de la décision à impact transsectoriel. Comme internet avait transformé les frontières des échanges commerciaux en brisant les rigidités territoriales, ainsi la Covid-19 a impulsé et accéléré la transition de la matérialité de nombreux systèmes de production et de transaction, en provoquant un transfert massif des espaces et outils de production économique dans la sphère du numérique.

C'est là l'un des effets disruptifs les plus marquants de la crise que traverse le monde, à savoir l'amplification des transactions et des mécanismes de production dans le cyberspace. Il s'agit de ce que Richard Baldwin qualifie de télémigration internationale des forces productives, qu'il associe à la digitalisation des chaînes de production

¹⁴<https://www.mckinsey.com/business-functions/mckinsey-digital/our-insights/digital-globalization-the-new-era-of-global-flows>. p.20.

transfrontalières¹⁵ — une tendance lourde qui fait de la captation, du contrôle, de la manipulation, du traitement et de la protection des données stratégiques un enjeu déterminant de la compétition, de la sécurité et de la mobilité économiques.

La Covid-19 et accélération de la transition numérique des échanges à l'échelle globale

Nous assistons dans cette ère post-Covid-19 à une dématérialisation amplifiée de la territorialité des échanges, plus qu'à la simple poursuite de la déterritorialisation des échanges amorcée depuis l'avènement d'internet. Dans l'ère post-Covid-19, les biens et

« Tirer profit du commerce international et de la globalisation post-Covid-19 passera impérativement par la maîtrise de l'intelligence compétitive inscrite dans une démarche qui fait sortir les différents acteurs publics et privés de leur fonctionnement en silos. »

les services marchands ont une territorialité hybride à la fois physique et numérique. L'enracinement actuel de la « biterritorialité » des systèmes de production entraîne une hybridité irréversible des échanges (physique et numérique). C'est une tendance qui existait ante-Covid-19, mais qui dans la post-Covid-

19 va s'affirmer et s'imposer de manière plus lourde. L'ACEUM, en favorisant en son chapitre 19 la libéralisation des données entre les États-Unis et le Canada, offre un cadre de facilitation de ces dynamiques transnationales des échanges commerciaux dont la crise de la Covid-19 a permis de pointer les angles morts.

Tirer profit du commerce international et de la globalisation post-Covid-19 passera impérativement par la maîtrise de l'intelligence compétitive inscrite dans une démarche qui fait sortir les différents acteurs publics et privés de leur fonctionnement en silos. Au-delà de la surveillance de l'écosystème des marchés extérieurs, de la mobilisation du réseau de la diaspora d'affaires, du pilotage diplomatique de l'action économique à travers les 33 représentations du Québec, il y a un besoin de communion objective des acteurs, adossé sur l'atteinte d'objectifs collectifs établis de manière stratégique — d'où la nécessité de concevoir une gouvernance « globale » et transsectorielle de l'action économique internationale du Québec. Il s'agit de renforcer les facteurs et systèmes locaux de production, pour mieux s'ajuster suite aux distorsions des chaînes de valeurs globales. Cela devrait se traduire par une consolidation des acquis des systèmes locaux de production de biens classés comme « essentiels », afin d'être en capacité de circonscrire et absorber les chocs exogènes qui ont des impacts structurels immédiats sur les chaînes d'approvisionnement, et qui de fait fragilisent la reconstitution des stocks d'urgence, tel que l'a démontré la Covid-19.

En outre, il faudra capter les avantages comparatifs offerts par les chaînes de valeurs globales en adossant l'action économique internationale du Québec, non seulement sur la veille stratégique, mais en introduisant une forme de pilotage immersif de l'information

¹⁵ Richard Baldwin, *The Globotics Upheaval: Globalisation, Robotics and the Future of Work*, 2019.

stratégique mise au service des actions d'influence ciblées et continues. En d'autres termes, le Québec de l'ère post-Covid-19 doit se doter d'un modèle d'intelligence compétitive capable d'établir et de maintenir des dynamiques sous forme de vases communicants entre les réseaux physiques et les « territoires » numériques d'intervention économique des acteurs privés et publics.

C'est pour répondre à cet enjeu que notre projet propose un modèle immersif d'intelligence compétitive au service de la politique commerciale internationale post-Covid-19 du Québec. Dans une démarche « orienté connexion » des pratiques d'intelligence stratégique et suivant une approche fonctionnaliste, nous voulons créer une communion d'intelligence parmi une pluralité d'acteurs au service des objectifs d'affaires. L'ambition étant de s'appuyer sur un mécanisme de suivi passif de l'évolution du profil des liens économiques du Québec avec l'extérieur, afin d'optimiser la valeur décisionnelle de l'observation des conjonctures économiques. La Covid-19 nous ayant fait entrer dans une temporalité de la diffusion globale de l'incertitude, accroître la capacité prédictive et adaptative des processus décisionnels qui influent sur le secteur privé et sur le secteur public, nous permettra de consolider la cohérence de l'action économique internationale du Québec, d'amplifier la pertinence de ses mécanismes de réaffectation des ressources en cas de chocs, et de penser l'ajustement de sa connectivité internationale. Car sans la maîtrise de l'exploitation des mégadonnées et du traitement de l'information stratégique à l'ère du développement de l'intelligence artificielle, le tournant économique de l'action internationale du Québec pourrait ne pas tenir ses promesses dans un espace nord-américain irréversiblement soumis au dilemme du prisonnier.¹⁶

« L'ère post-Covid-19 est celle d'une transition de la globalisation économique vers une 'globalisation immersive' : la globalisation des données. »

Anticiper les nouveaux défis de la globalisation

En somme, l'ère post-Covid-19 est celle d'une transition de la globalisation économique vers une globalisation « immersive » : la globalisation des données. Une globalisation 2.0 caractérisée par la montée en puissance des firmes numériques transnationales, qui deviendront les passerelles de nouvelles affirmations hégémoniques, si les pouvoirs étatiques perdent leur capacité de régulation, ou se retrouvent de fait soumis à la régulation des États d'origine de ces firmes. Cette globalisation en profondeur, amplifie l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux, plaçant internet et les big data au cœur de la structuration des équilibres économiques et stratégiques. Ainsi, au-delà de la perte de poids de la régulation étatique, qui n'est que le reflet d'un aveu d'impuissance des pouvoirs publics à maîtriser la complexité et les défis technologiques du numérique, il

¹⁶ Le dilemme du prisonnier fut énoncé par [Albert W. Tucker](#) à [Princeton](#), et repris par Anatol Rapoport. Il caractérise en [théorie des jeux](#) une situation où deux personnes qualifiées de joueurs ont davantage intérêt à coopérer, plutôt qu'à se dénoncer mutuellement afin de maximiser leurs gains. Mais, en l'absence de communication entre les deux joueurs, chacun choisira de trahir l'autre si le jeu n'est joué qu'une fois. La raison est que si l'un coopère et que l'autre trahit, le coopérateur est fortement pénalisé. Pourtant, si les deux joueurs trahissent, le résultat leur est moins favorable que si les deux avaient choisi de coopérer.

faudra tenir compte des effets du transfert progressif de la standardisation, et donc du contrôle des données stratégiques aux acteurs privés. Il s'agit là d'une dynamique sur laquelle la Covid-19 a eu un effet boule de neige.

La télémobilité des facteurs de production se consolide de façon accélérée, générant une endogénéisation des chaînes de valeur dans le cyberspace. Ayant résolument intégré la globalisation comme une tendance lourde, le Québec dans sa vision stratégique s'est pleinement engagé dans le tournant numérique de la globalisation. Ainsi, la période post-Covid-19 sera celle de la manifestation la plus visible de la télémigration des systèmes de production et de la télémobilité des forces productives.

Les profits et les risques pour le Québec de la globalisation en profondeur

Tirer profit de ce tournant inédit de la globalisation, caractérisé par la digitalisation des chaînes de valeurs globales, impliquera pour le Québec — comme nous l'avons dit plus haut — plus de robotisation, et plus d'intelligence artificielle, du fait de l'effet accélérateur que la Covid-19 a produit sur le développement de l'internet des objets au sein des firmes numériques et technologiques. L'économie québécoise post-Covid-19 sera ainsi une économie qui s'intègre en profondeur dans la globalisation numérique, et donc fortement dépendante d'internet et de son bon fonctionnement. Au-delà des impératifs d'approfondissement du commerce extérieur, de maîtrise de l'information stratégique et de l'innovation technologique, l'impératif suprême sera celui de la maîtrise de la sécurité numérique et de la surveillance des données. La Covid-19 a propulsé dans la transition numérique de nombreux systèmes de production, rendant de fait de nombreuses économies et sociétés, dont le Québec, fortement dépendantes du numérique. Considérant cet état de fait, deux questions déterminantes doivent être posées dans la vision internationale du Québec post-Covid-19, à savoir : comment le Québec ripostera-t-il à un éventuel crash d'internet ? Quelle stratégie internationale le Québec devra-t-il adopter en cas de bifurcation ou de fragmentation d'internet (splinternet) du fait de l'escalade des tensions commerciales ou géopolitiques entre les États-Unis et la Chine ? Car ni un crash d'internet (implosion), ni une fragmentation d'internet ne peuvent être définitivement exclus ou considérés comme des probabilités nulles. L'effet disruptif et le choc systémique d'un tel scénario (et surtout du premier) seraient alors particulièrement dommageables pour des pans entiers de l'économie québécoise et mondiale.

Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Bureau A-1540, Pavillon Hubert-Aquin
Montréal (Québec) H2L 3C5
514 987-3667
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca



Auteur

Brice Armel Simeu

Doctorant en science politique, UQAM et Chercheur au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)

L'auteur souhaite remercier Michèle Rioux, professeure au département de science politique de l'UQAM, pour une relecture de cet article.